

Agriculture, société : je t'aime moi non plus

Alimentation, économie verte, biodiversité, notre agriculture est au carrefour de nombreux enjeux de société. Pour autant, son développement est souvent accusé, parfois caricaturé. Comment sortir des simplismes qui enferment et des rapports de force qui contraignent l'initiative ? Comment refaire projet autour de notre agriculture ? Nos 26èmes Assises ont réuni plusieurs personnalités pour tenter d'y répondre.

De l'éloignement au désamour

« L'image des agriculteurs » n'est pas une donnée en soi. Elle évolue en fonction des périodes, des contextes, des enjeux. En France, c'est surtout au sortir de la deuxième guerre mondiale que l'agriculture, et donc son « image » auprès de la société, vont considérablement évoluer. Sous l'impulsion de la profession mais aussi des pouvoirs publics, de profondes transformations vont s'opérer. Un tournant productif est pris, il s'agit de nourrir la France puis le Monde. « *La fonction nourricière* » s'impose et « *le terme même de paysan va être remis en cause, on parlera de chef d'exploitation* ». Cette transformation s'accompagne d'une diminution très importante du nombre de paysans à tel point qu'au milieu des années 60 un ouvrage intitulé « *Une France sans paysans* »¹ marquera les esprits.

Si le monde agricole épouse alors progressivement une trajectoire qui l'éloigne du consommateur « *entre le produit qui sort de la ferme et le produit consommé, le lien sera désormais de plus en plus difficile à comprendre* », notre société devient elle essentiellement urbaine. Les citoyens-consommateurs auront de moins en moins un parent ou un proche dans l'agriculture. « *Désormais, quand on est urbain, on n'a aucune raison de penser à l'agriculteur : tout est automatique. On va dans les supermarchés et c'est plein !* ». Finalement, « *il faut analyser l'éloignement comme deux trajectoires attirées par des pôles différents, pour des raisons très compréhensibles* ». Ce décalage aura tout particulièrement des conséquences sur nos regards sur la nature. A une nature bucolique et idéalisée par les citadins, antidote à une vie urbaine devenue largement artificielle, l'agriculture donnera à voir davantage une nature-outils.

¹ Gervais M., Servolin C, Weil J., Une France sans paysans., Revue française de sociologie, 1966

Dans ce contexte, au tournant des années 80-90, les premières crises sanitaires et de surproduction vont bousculer le contrat implicite d'après-guerre. Dorénavant, lorsque les questions d'autonomie alimentaire sont évoquées, c'est plutôt pour fustiger « *le dumping alimentaire dans certains pays, qui déstructure les agricultures locales* ». Les problématiques environnementales vont également prendre de l'ampleur, d'abord au sein du monde occidental, et peu à peu à l'échelle de la planète notamment avec les inquiétudes liées au changement climatique, à l'appauvrissement des sols et de la perte de biodiversité. L'agriculture d'après-guerre est associée à ces enjeux devenus problèmes. Avec aujourd'hui, les algues vertes, le glyphosate, et plus largement les phytosanitaires, c'est la contribution négative de l'agriculture à la bonne santé des milieux voire à la bonne santé de l'Homme qui est pointée du doigt.

Ces sujets deviennent source de tensions. L'empilement des réglementations et des normes environnementales qui s'en sont suivies aboutit à « un faisceau de contraintes » qui étouffe en boomerang l'agriculteur. Finalement, c'est le rapport au progrès technique, à la modernité, qui devient source de discord. S'oppose inexorablement Gaïa et Prométhée. « *Ce que les citoyens ne veulent pas voir c'est la modernité agricole. Ce que l'on demande à l'agriculture, c'est une agriculture qui n'a peut-être jamais existé, c'est le jardin d'Éden* ».

Unité et diversité

Ce « désamour » ne signifie pas pour autant indifférence, voire éloignement irréversible. Bien au contraire, nos sociétés sont en demande paradoxalement de plus d'agriculture. Les agriculteurs restent reconnus comme des acteurs essentiels de notre alimentation, des produits standards aux produits premium, des circuits courts aux circuits longs. L'attachement aux paysages de nos campagnes est sans cesse réaffirmé. Et les énergies renouvelables et la bioéconomie tant attendues ne se pensent pas aujourd'hui sans agriculture.

Mais pour l'heure ces multiples attentes ne semblent pas apaiser les relations. Au contraire, elle conduit à cliver les agricultures avec d'un côté une agriculture dite productiviste tournée vers la performance économique et de l'autre côté une agriculture de proximité, semble-t-il plus encline à prendre soin de l'environnement. Les dualismes semblent figer les positions : le local contre le global, la modernité contre la tradition, la quantité contre la qualité, le marché contre l'environnement. Il faudrait choisir son camp.

Modernité et tradition : la parabole du camembert au lait cru.

« Quand je demande à des gens qui ne connaissent pas le monde agricole ce qui caractérise l'agriculture, on me répond la gastronomie. Dans la gastronomie le fromage. Quel fromage ? Le camembert. Et le meilleur c'est le pasteurisé ou au lait cru ? Au lait cru. Et il est meilleur maintenant ou avant ? Autrefois ! Or, si l'on fabriquait le camembert au lait cru aujourd'hui comme on le faisait avant aucun n'aurait le droit d'être vendu. On a pu perpétuer cette tradition grâce à la modernité. La modernité n'est pas l'ennemi de la tradition ».

Retrouver un dialogue apaisé consisterait dès lors à sortir de ses caricatures et embrasser la diversité agricole. « *Il faut accepter plusieurs attentes citoyennes, plusieurs types de consommateurs, plusieurs réponses économiques, plusieurs transformations industrielles ; ce qui nous déboussole c'est que la mosaïque s'épaissie* ». « *C'est le cœur du sujet. On est obligé de trouver des équilibres avec une diversité à tous les niveaux.* »

Faire de la diversité un projet consiste à penser plusieurs formes de relations et non plus un contrat unique. Cela nécessite et nécessitera encore plus demain une multiplicité de projets agricoles, de profils d'agriculteurs, de formes d'agricultures. « *Le problème, c'est de les rendre compatibles, qu'elles puissent vivre ensemble. Il faudrait que certaines agricultures n'envahissent pas les autres* ».

Après le désamour ...

Si l'indifférence ne semble plus être d'actualité, le désamour va-t-il conduire au divorce ou aux retrouvailles ? Quelles réponses pourront être apportées ? Se plier ? Expliquer ? Dialoguer ?

De fait, il y a un malaise réel du côté du monde agricole : « *Le monde agricole doit sans cesse s'adapter et dans le même temps se justifier, répondre à des clients locaux comme mondiaux de plus en plus exigeants, entretenir les paysages... Tout cela en étant mal perçu, oublié* ». Le pire alors serait que le ras le bol agricole soit tel qu'il n'y ait plus d'envie de partager et qu'un cercle vicieux s'instaure : « *perte de communication, d'explication, ignorance et rejet* ».

Retrouver un véritable dialogue apparaît dès lors comme stratégique. Mais pas n'importe quel dialogue. Il ne s'agit pas de forcer à tout prix les consensus, mais bien d'échanger sur le fond des problèmes pour les dépasser ensemble. « *Au début, souvent tout le monde est ancré dans sa posture mais un échange autour de thèmes précis est envisageable. Il faut identifier avec les acteurs les accords des désaccords. [...] Le monde agricole répond souvent technique. Les ONG sont plus sur les valeurs, les émotions, mais un chemin de compréhension est possible* »

Il conviendrait donc globalement de retrouver les voies d'un questionnement partageable, autour d'une écoute sincère et non du jugement. Les agriculteurs, eux aussi « dans la société » ne sont pas indifférents aux enjeux qui la concerne. Possibles, attendues, ces retrouvailles passent quoi qu'il en soit par un travail de mise en relation qui nécessite de la méthode, des savoir-faire, car « *ce n'est pas gagné d'avance, et ça va être long. Ce n'est pas quelque chose qui va se régler d'un claquement de doigt ou d'une campagne de communication* ».

Comment construire un New deal ?

Tout au long de nos Assises, les participants ont relevé des ingrédients qui permettraient de construire un « New Deal » entre l'agriculture et la société.

Se pose tout d'abord l'identification du cap général après la phase de modernisation. Certains parlent d'alimentation, d'autres évoquent l'avenir de la ruralité, complémentaire à la vie urbaine, d'autres, enfin, évoquent la construction d'une société post-carbone avec la valorisation de la biomasse. Mais, en fait il s'agit de redonner plutôt des « horizons de plaisir », des envies de projet autour des questions agricoles plutôt qu'une seule direction.

Tous évoquent alors la qualité des processus à mettre en œuvre et insistent sur le nécessaire basculement d'une culture du contrôle vers une culture du contrat. La problématique du droit de l'environnement, plutôt coercitif jusqu'à lors, a notamment été évoqué. A l'origine technique, il a été construit de façon défensive pour répondre au coup par coup à de nouvelles pollutions ou de nouveaux risques. Il élargit aujourd'hui son spectre pour aborder des questions de santé, de biodiversité ou de territoires sans chercher seulement à contraindre. Mais il reste beaucoup à faire : « *il faudrait que ce droit opère une mue profonde, qu'il abandonne le regard au zoom pour une approche grand angle, davantage systémique* ». Plus largement, il s'agit de faciliter la prise d'initiative et les projets au travers d'objectif négociés. Plusieurs exemples de processus ont été cités comme celle d'Interbev² qui s'est emparée de façon constructive de nouveaux questionnements de société et ouverte à de nouveaux acteurs pour trouver avec eux des réponses partageables. « *En trois ans, on est arrivé à une publication commune, une publication sur élevage allaitant et le climat. Les ONG et la filière ont ensuite porté ensemble des propositions auprès des ministères* ». C'est aussi au niveau national et de l'Etat que la façon d'aborder les enjeux agricoles et de société évolue. Le processus ouvert de rencontres et d'échanges qui a été à la base des Etats Généraux de l'Alimentation, sans préjuger de leur suite, a également été évoqué comme allant dans le sens de cette recherche d'une forme de co-construction.

Les intervenants ont enfin souligné l'importance des approches territoriales pour faciliter cette innovation concertée. Le territoire a été décrit ici comme un creuset permettant les rencontres et un dialogue responsable loin des joutes de posture. C'est aussi un espace d'action concret qui permet de rechercher les synergies possibles et d'adapter les solutions aux réalités. « *Un territoire, c'est une alchimie, un vivre ensemble qui ne se décrit pas toujours par des mots ; Tout le monde se retrouve sur la fierté du territoire et la possibilité de discuter. On crée du respect et de la bienveillance. Après on peut travailler [...] Il faut retrouver de la collégialité* ».

Au terme de cette journée, nos intervenants ont jeté un regard plutôt optimiste sur l'avenir. Nos sociétés ne pourront construire leur durabilité sans l'agriculture et les agriculteurs ne pourront s'y projeter sans faire cause commune avec elle. Le désamour n'est pas tenable. Mais plutôt que des révolutions ou l'imposition d'un modèle, il faut oser bousculer les idées reçues sur l'agriculture et faire de la diversité agricole une chance pour demain. Il y a urgence à se donner le temps du dialogue, de partir des projets et des envies, de s'inspirer des réussites pour innover ensemble.

² Interprofession Bétail et Viande